

22. RETOUR SUR L'HYPOTHÈSE DE « L'HOMOLOGIE STRUCTURALE » : LES DÉPLACEMENTS DES CATÉGORIES SOCIALES DANS L'ESPACE POLITIQUE FRANÇAIS DEPUIS LA DISTINCTION

Bruno Cautrès, Flora Chanvriil et Nonna Mayer

in Philippe Coulangeon et al., Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu

La Découverte | « Recherches »

2013 | pages 327 à 337

ISBN 9782707176677

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/trente-ans-apres-la-distinction-de-pierre-bourdieu--9782707176677-page-327.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Retour sur l'hypothèse de « l'homologie structurale » :
les déplacements des catégories sociales dans l'espace
politique français depuis *La Distinction*

Bruno Cautrès, Flora Chanvrlil et Nonna Mayer

Ce chapitre revisite le travail fondateur de Pierre Bourdieu sur la relation entre vote, capital économique et capital culturel. À partir des enquêtes électorales du Cevipof et du CEE (1978-2012)¹ il nuance l'hypothèse bourdieusienne de « l'homologie structurale » entre positions sociales et orientations politiques. Après un bref rappel du cadre d'analyse de Pierre Bourdieu et des grandes évolutions de la société française intervenues depuis la parution de *La Distinction* (1979), il montre les déplacements des groupes socioprofessionnels dans l'espace électoral français et les nouvelles alliances qui se dessinent².

1. Pour le Cevipof : enquête post-électorale de 1978 administrée par la SOFRES du 20 au 30 mars 1978 en face-à-face sur un échantillon national de 4 507 personnes représentatif de la population inscrite sur les listes électorales. Enquête post-électorale de 1988 administrée par la SOFRES du 9 au 20 mai 1988 en face-à-face sur un échantillon national de 4 032 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus. Enquête post-électorale de 1995 administrée par la SOFRES du 8 au 23 mai 1995 en face-à-face sur un échantillon national de 4 078 personnes représentatif de la population inscrite sur les listes électorales. Enquête post-électorale de 1997 administrée par la SOFRES du 26 au 31 mai 1997 en face-à-face sur un échantillon national de 3 010 personnes représentatif de la population inscrite sur les listes électorales. Vague 2 de l'enquête post-électorale de 2002 administrée par la SOFRES du 15 au 31 mai 2002 par téléphone sur un échantillon national de 4 017 personnes représentatif de la population inscrite sur les listes électorales. Enquête post-électorale de 2007 administrée par l'IFOP du 9 au 23 mai 2007 par téléphone sur un échantillon national de 4 006 personnes représentatif de la population inscrite sur les listes électorales. Enquête post-électorale de 2012 administrée par Opinion Way du 10 au 29 mai 2012 par téléphone sur un échantillon national de 2 504 personnes représentatif de la population inscrite sur les listes électorales. Pour le CEE/TriElec : enquête post-électorale « Économie politique du vote » administrée par TNS-Sofres en face-à-face du 10 mai au 9 juin 2012 sur un échantillon national de 2 014 personnes représentatif de la population inscrite sur les listes électorales de métropole.

2. On laisse volontairement de côté ici les débats critiques autour de la pensée de Pierre Bourdieu, de sa définition des classes sociales et de la domination, pour s'en tenir à son apport à la sociologie électorale et son approche du « vote de classe ». Pour une critique de l'approche

RETOUR SUR LA THÈSE DE L'HOMOLOGIE STRUCTURALE

Le schéma explicatif de Pierre Bourdieu

Pierre Bourdieu définit l'espace des classes sociales par trois éléments : le volume global du capital – économique, social, culturel – du groupe considéré, sa structure – répartition entre capital économique et culturel –, et la trajectoire du groupe ou évolution de ces deux dimensions dans le temps [Bourdieu, 1979a, p. 128-129]. Le volume du capital détermine, verticalement, l'opposition principale entre classes dominantes et dominées, sa structure détermine, horizontalement, une opposition secondaire entre fractions de classe dominantes et dominées. L'hypothèse centrale est celle d'une correspondance entre l'espace des positions sociales et celui des opinions politiques (voir encadré).

Habitus de classe et opinions politiques

« On comprend que, par l'intermédiaire de l'habitus, qui définit le rapport à la position synchroniquement occupée, et, par là, les prises de positions pratiques ou explicites sur le monde social, la distribution entre la droite et la gauche correspond assez étroitement à la distribution des classes et des fractions de classe dans l'espace défini dans sa première dimension par le volume du capital global et dans la seconde par la structure de ce capital : la propension à voter à droite croît à mesure que croît le volume global du capital possédé et aussi à mesure que croît le poids relatif du capital économique dans la structure du capital, la propension à voter à gauche croissant dans les deux cas en sens inverse. L'homologie entre les oppositions qui s'établissent sous ces deux rapports, l'opposition fondamentale entre les dominants et les dominés et l'opposition secondaire entre les fractions dominantes et les fractions dominées de la classe dominante, tend à favoriser les rencontres et les alliances entre les occupants de positions homologues dans des espaces différents : la plus visible de ces coïncidences paradoxales s'établit entre les fractions dominées de la classe dominante, intellectuels, artistes ou professeurs, et les classes dominées qui ont en commun d'exprimer leur rapport (objectivement très différent) aux dominants (communs) dans une propension particulière à voter à gauche » [Bourdieu, 1979a, p. 513].

bourdieusienne du politique voir [Bon et Schemel, 1980], pour une remise en cause de sa conception des classes et en particulier les classes moyennes voir [Grunberg, Schweisguth 1983 ; Schweisguth 1983a].

Un groupe penche d'autant plus à droite que son volume de capital est élevé et que la part du capital économique dans le total augmente au détriment du capital culturel. Parce que les deux effets se cumulent, ils produisent « une déformation systématique de l'espace des classes et fractions de classe distribuées selon le volume et la structure de leur capital : l'ensemble des fractions situées à gauche dans l'espace politique [...] se trouvent tirées vers le bas tandis que celles qui se trouvent à droite sont tirées vers le haut » [Bourdieu, 1979a, p. 526]. Le volume de capital détermine la position sur l'axe gauche-droite avec les industriels et les professions libérales du côté des dominants et de la droite et les ouvriers et en particulier les mineurs du côté des dominés et de la gauche. Mais une lecture horizontale montre une structure en chiasme, la détention de capital économique sans capital culturel inclinant à droite (petits patrons) et le capital culturel sans capital économique (enseignants, intellectuels), inclinant à gauche. Les instituteurs se retrouvent ainsi au niveau des mineurs, les professeurs du secondaire et les artistes aux côtés des ouvriers (OS, OQ, manœuvres) et la nouvelle petite bourgeoisie salariée à côté des techniciens et contremaîtres.

Depuis, le paysage socioprofessionnel a changé. Quand Bourdieu fait ce schéma, les ouvriers représentaient près de 40 % des actifs, ils ne pèsent plus qu'un cinquième aujourd'hui, dépassés par le groupe des employés (30 %), dans une économie en voie de tertiarisation où le secteur des services concentre plus des trois quarts des emplois. Dans le même temps, les agriculteurs ont vu leurs effectifs divisés par trois et le groupe des artisans, commerçants et chefs d'entreprise par deux : aujourd'hui l'ensemble des travailleurs indépendants représente à peine 10 % de la population active. Quant aux cadres et professions intellectuelles ils ont vu leurs effectifs multipliés par quatre et les professions intermédiaires par deux : ensemble ils comptent pour plus de 40 % des actifs en 2010 (contre 16 % en 1962). Non seulement les effectifs du groupe ouvrier ont décliné mais ses conditions de travail et d'existence ont évolué. Les restructurations industrielles, l'automatisation et la technicité croissante de la production ont redéfini le travail, fragmenté le milieu et généré une crise d'identité. Les forteresses ouvrières – charbonnages, sidérurgie, mines, chantiers navals – ont fermé ou réduit leurs effectifs. Le modèle de l'ouvrier qualifié de la grande industrie, organisé et syndiqué, celui qui précisément apportait le plus volontiers ses suffrages au Parti communiste, appartient au passé. Aujourd'hui plus de deux ouvriers sur cinq travaillent dans le secteur tertiaire, comme chauffeurs, manutentionnaires ou magasiniers, ou dans les services marchands en plein essor (intérim, nettoyage), dans des situations d'isolement et de forte précarité. Un chômage de masse s'est installé à partir de 1974, qui atteint 10 % de la population active (contre moins de 2 % dans les années soixante), et qui affecte en priorité les ouvriers, surtout les moins qualifiés

qui comptent plus de 20 % de chômeurs. Un processus d'« ouvriérisation » des positions d'employés, dans le commerce et les services, rend poreuses les frontières entre le monde des ouvriers et celui des employés au point que des auteurs comme Thomas Amossé et Olivier Chardon [Amossé et Chardon, 2006] considèrent qu'une nouvelle classe émerge, celle des « travailleurs non qualifiés », ouvriers et employés confondus.

Le volume et la structure du capital économique et culturel, dans le même temps, ont changé. Le rapport interdécile entre le revenu minimum des 10 % les plus riches et le revenu maximum des 10 % les plus pauvres, a décliné des années 1970 aux années 1980, pour se stabiliser aux alentours de 3,4 (contre 4,5 en 1970). Mais depuis dix ans il y a une hausse spectaculaire des très hauts salaires, et le revenu moyen des plus pauvres a augmenté nettement moins vite que celui des plus riches [INSEE, 2011]. Et la crise qui débute fin 2008 a amplifié ces écarts. Le niveau global de capital culturel s'est considérablement élevé : 30 % des jeunes de 18 à 24 ans avaient au moins le bac à la sortie du système scolaire en 1978, aujourd'hui ils sont deux sur trois. Mais ce progrès même a rendu la situation des non titulaires du bac encore plus difficile sur le marché du travail. Au total le rapport de force numérique entre les groupes socioprofessionnels a changé, ainsi que leurs conditions de travail et d'existence, et les niveaux moyens de revenu et de diplôme ont augmenté, mais les inégalités demeurent et parfois s'accroissent. Chez les salariés, quand on passe des ouvriers non qualifiés aux cadres supérieurs, la proportion de bacheliers fait plus que doubler ainsi que le revenu médian des ménages, tandis que le niveau médian de patrimoine est multiplié par 40. Quant à la distribution entre les deux espèces de capital, elle montre toujours un chiasme au sein des classes « dominantes », opposant aux fractions les plus riches en capital culturel mais relativement moins riches en capital économique (cadres salariés) les fractions les plus riches en capital économique mais relativement moins riches en capital culturel (patrons). Ainsi les commerçants et artisans ont un niveau de diplôme à peine supérieur à celui des employés mais un patrimoine médian 10 fois plus élevé.

Si les choix électoraux dépendaient seulement des positions sociales relatives des classes et fractions de classe, le schéma de 1979 devrait être toujours valable. Ce serait oublier leur dimension politique et partisane, et le fait que l'offre électorale a également changé. La dynamique de l'Union de la gauche la porte au pouvoir en 1981, après vingt-trois ans de domination par la droite. Mais au sein de la gauche le rapport de forces s'est inversé. Avant le retour au pouvoir du Général de Gaulle, un quart de l'électorat environ donnait ses suffrages au Parti communiste. Après 1958, celui-ci se maintient aux alentours de 20 %. Quand Bourdieu écrit *La Distinction*, c'est encore clairement le vote communiste et sa base ouvrière

qui structurent le champ électoral³. Mais l'image du Parti communiste et du modèle soviétique qu'il incarne a déjà commencé à se dégrader et la vague rose renforce son isolement. Aux législatives de 1973 ses scores dépassent encore un peu ceux du Parti socialiste (21 et 19 %), en 1978 ils s'inversent (21 et 23 %), en 1981 les socialistes prennent nettement l'avantage (16 et 36 %). La présidentielle de 2007 consacre l'effondrement électoral du PC, Marie-George Buffet au premier tour ne recueillant plus que 1,93 % des suffrages exprimés. La droite, elle, se divise en deux camps, avec en 1976 la création du RPR qui tente de refonder le mouvement gaulliste, auquel répond celle de l'UDF en 1978 qui fédère les courants centristes et libéraux. Il faut attendre 1993-1995 pour que le cycle mitterrandien prenne fin, et 2002 pour qu'après une longue cohabitation (1997-2002) la droite se réunifie au sein de l'UMP, et écrase la gauche face à la menace lepéniste au second tour.

Aux côtés des deux grands partis, de nouvelles forces ont fait leur apparition. Les écologistes percent à partir des élections européennes de 1989 (plus de 10 %) et des régionales de 1992 (plus de 14 %), l'extrême-gauche également dont la porte-parole Arlette Laguiller réalise un score de 5 % au premier tour présidentiel de 1995, tandis que celui de l'ensemble des candidats trotskistes au premier tour présidentiel de 2002 dépasse 10 %. L'extrême droite, surtout, s'est imposée dans le champ politique. Son décollage électoral se fait aux élections européennes de 1984, où le leader du Front national recueille 11 % des suffrages. À partir de l'élection présidentielle de 1988 son score se stabilise aux alentours de 15 %. La scission de décembre 1998 en deux formations rivales, le Front national de Jean-Marie Le Pen et le Mouvement national républicain de Bruno Mégret ne stoppe que temporairement sa dynamique. Au soir du 21 avril 2002, Le Pen devance Lionel Jospin de près de 200 000 voix et se qualifie pour le second tour où il rassemble 5,5 millions d'électeurs et 17,8 % de suffrages. Et si lors du scrutin présidentiel de 2007 Nicolas Sarkozy capte une partie de cet électorat, infligeant à Le Pen son plus mauvais score à un scrutin présidentiel (10,4 %), la dynamique électorale frontiste repart de plus belle depuis l'élection de Marine Le Pen à la tête du parti en janvier 2011, qui, au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, frôle les 19 % des suffrages exprimés.

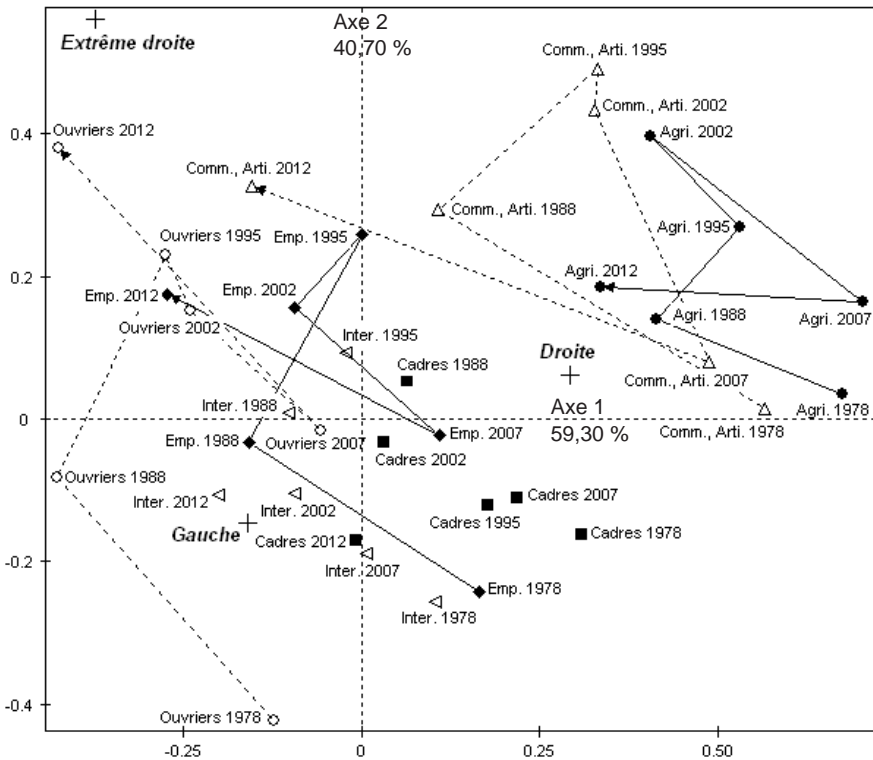
3. Le premier facteur de l'analyse factorielle des correspondances faites sur les intentions de votes par CSP en 1967-1968 est un facteur gauche communiste (61 % de la variance expliquée) suivi par trois facteurs secondaires, vote de droite (18 %), centriste (15 %) et gauche non socialiste (6 %) [Michelat et Simon, 1975, p. 299].

LES TRAJECTOIRES ÉLECTORALES DES GROUPES
SOCIO-PROFESSIONNELS (1978-2012)

Pour relier ces deux séries de transformations, on dispose de six enquêtes post-électorales menées de 1978 à 2012, auprès de larges échantillons nationaux représentatifs de la population française métropolitaine inscrite sur les listes électorales qui indiquent à la fois le groupe socio-professionnel de la personne interrogée et son vote aux divers scrutins.

Partant de l'hypothèse que la situation professionnelle est une variable dont les effets se prolongent au cours des phases d'arrêt temporaire ou définitif de l'activité, nous avons reclassé les chômeurs, les retraités, et les femmes ayant arrêté de travailler en fonction de leur dernière profession exercée. Et pour tenir compte de la tripartition progressive de l'espace politique français et de la spécificité du vote lepéniste [Grunberg, Schweisguth, 1997], nous avons distingué trois choix possibles, votes pour la gauche ou pour les écologistes, votes pour la droite modérée et le centre, votes pour l'extrême droite.

GRAPHIQUE 1. L'ÉVOLUTION DE L'ESPACE SOCIAL DES VOTES EN FRANCE, 1978-2012



La fin de l'exception ouvrière

Une analyse factorielle de correspondance permet de visualiser ces transformations de manière synthétique (graphique 1), en projetant sur l'espace politique nos six groupes socioprofessionnels et en suivant leurs déplacements dans le temps, d'une élection à l'autre. On voit alors apparaître clairement trois phénomènes. Les commerçants, artisans et chefs d'entreprise, ont renforcé leur ancrage à droite, tout comme les agriculteurs. Les ouvriers, qui en 1978 et en 1988 étaient de loin l'électorat le plus à gauche, et dans une moindre mesure les employés, se sont éloignés de leur ancrage initial et rapprochés progressivement de l'extrême droite. Les salariés non ouvriers, cadres et professions intellectuelles supérieures, et plus encore les professions intermédiaires, ont évolué en sens inverse, se rapprochant du pôle gauche du graphique. Ces évolutions, on le voit, ne sont pas linéaires, il y a des zigzags et des retours en arrière, rappelant que chaque scrutin est unique et que l'offre et la conjoncture influencent les choix des électeurs. Mais les tendances lourdes, sur ces quelques trente années, sont bien là.

Si l'on se contente d'opposer le vote pour la gauche au vote pour la droite ou l'extrême droite au début de la période étudiée, les ouvriers se distinguent nettement des autres électeurs par un vote beaucoup plus fréquent pour la gauche (tableau 1). Il atteint 70 % au premier tour des élections législatives de 1978, soit un niveau supérieur de 17 points au score national de la gauche à ces élections. Mais progressivement cet écart va s'atténuer. À l'élection présidentielle de 1988 il tombe à 14 points, en 1995 à 8 points, en 2002 il n'y a plus de sur-vote ouvrier, et la gauche obtient désormais plus de voix chez les professions intermédiaires (50 contre 43 %).

Dans le même temps qu'ils s'éloignaient de la gauche, les ouvriers, avec les employés, se sont rapprochés du pôle de droite extrême incarnée par le FN. Le recul du vote de gauche chez les ouvriers et employés s'est fait essentiellement au profit du Front national qui a su capter leur ressentiment. Dès l'élection présidentielle de 1995, Le Pen arrive en tête chez les ouvriers au premier tour (tableau 2). En 2007 c'est chez eux qu'il résiste le mieux. Et en 2012 Marine Le Pen y fait un score record de 31 %. À la faveur des déceptions suscitées par la gauche, le FN fait figure de défenseur privilégié des petits contre les gros, du peuple contre « l'établissement », de ceux d'en bas contre ceux d'en haut.

Pendant plus d'un siècle, le conflit patrons / ouvriers a structuré le débat politique français et incliné les premiers vers les partis de droite, les seconds vers les partis de gauche, communiste et socialiste. Le vote lepéniste échappe à cette logique, associant les ennemis de classe d'hier dans un même rejet des immigrés. C'est d'abord chez les petits commerçants et artisans que le candidat du FN fait ses meilleurs scores avant de percer dans l'électorat

TABLEAU 1. ÉVOLUTION DU VOTE DE GAUCHE PAR GSP DE 1978 À 2012 (EN %)

GSP	Lég. 1978	Prés. 1988	Prés. 1995	Lég. 1997	Prés. 2002	Prés. 2007	Prés. 2012
PCA	31	32	19	31	20	24	33
Cadres	45	41	46	46	43	34	44
Prof. int	57	48	45	51	50	41	48
Empl.	54	52	38	52	39	35	44
Ouvriers	70	63	49	52	43	40	41
Agric.	26	29	20	27	18*	15	24*
Total	53 (3 867)	49 (3 091)	41 (3 149)	48 (1 963)	43 (2 826)	36 (3 544)	44 (1 952)

Source : Enquêtes post-électorales CEVIPOF 1978, 1988, 1995 ; enquête post-électorale CEVIPOF-CIDSP-CRAPPS 1997 ; PEF2002 (vague 2, enquête post-électorale) et PEF2007 (enquête post-électorale) ; enquête post-électorale CEVIPOF 2012. Pour 2012, nous avons fait le choix de ne pas inclure le vote Bayrou parmi l'ensemble des votes de la gauche, malgré le choix personnel fait par François Bayrou en faveur de François Hollande pour le second tour. Tous les pourcentages sont pondérés en utilisant une pondération qui redresse les échantillons sur les variables socio-démographiques et sur le vote du premier tour.

Note de lecture : Les pourcentages suivis d'un * correspondent à des effectifs trop faibles pour être interprétés.

populaire. Cette conjonction de « l'atelier et de la boutique », constante à toutes les élections nationales depuis 1986 est un des leviers de sa dynamique électorale [Perrineau, 1997 ; Mayer, 2002]. Ce brouillage s'est renforcé à l'élection présidentielle de 2002 où pour la première fois le leader du FN fait une percée dans le monde rural et agricole. En 2002, le niveau du vote lepéniste atteint le même niveau chez les agriculteurs, les patrons, les employés et les ouvriers, seuls résistent à son influence les salariés moyens et supérieurs.

Que reste-t-il du schéma de départ ?

Sur l'élection de 2012, grâce aux enquêtes post-électorales, on dispose des catégories socio-professionnelles détaillées, qui permettent une comparaison plus fouillée avec le schéma initial de Bourdieu. Une analyse de correspondances multiples prenant en compte tous les choix électoraux possibles au premier tour du scrutin présidentiel de 2012, y compris le non vote⁴, révèle un premier facteur gauche / droite structuré par les votes

4. On a regroupé tous les répondants qui n'expriment pas une préférence électorale : abstention déclarée, vote blanc ou nul, refus de répondre.

TABLEAU 2. VOTES LE PEN AUX SCRUTINS PRÉSIDENTIELS (% SUFFRAGES EXPRIMÉS)

	1988	1995	2002	2007	2012
Moyenne	15	15	17	11	18 (18)
PCA	19	19	22	10*	26(16)*
Cadres	14	4	13	7	6.5(6)
Prof. int	15	14	11	5	12(12)
Empl.	14	18	22	12	21(23)
Ouvriers	17	21	23	16	31(29)
Agric.	10*	10*	22*	10*	8*(21*)

Enquêtes CEVIPOF post-électorales en 1988, 1995, 2002, 2007 et 2012. Pour 2012 les chiffres entre parenthèses sont ceux de l'enquête post-électorale CEE/TriElec (enquête « Économie politique du vote »). Tous les pourcentages sont pondérés en utilisant une pondération qui redresse les échantillons sur les variables socio-démographiques et sur le vote du premier tour.

pour François Hollande et Nicolas Sarkozy et un clivage indépendants / salariés. Du côté de la droite, comme cela avait été constaté par Bourdieu du temps de *La Distinction*, on trouve les patrons de l'industrie et du commerce et les agriculteurs, des catégories à fort capital économique mais sans nécessairement un fort capital culturel. Du côté de la gauche on trouve les salariés. Mais au sein de cet ensemble, tout a changé. Les plus à gauche ne sont pas les ouvriers, ce sont les techniciens, les cadres et professions intermédiaires du secteur public. Quant aux électeurs de François Bayrou ils forment un bloc entre deux, attirant en priorité les employés et professions intermédiaires du privé. Le second facteur oppose la droite extrême et l'abstention au vote écologiste et il est clairement structuré par le capital culturel, avec du côté du vote pour Marine Le Pen et du non vote les ouvriers non qualifiés et les employés de commerce, du côté d'Éva Joly les professions intellectuelles et les professions intermédiaires salariées du secteur socioculturel. Le Front national fait exception aujourd'hui dans le paysage politique français, dépassant les clivages de classe, à fondement économique, sur un enjeu qui rassemble ses électeurs par ailleurs si divers : l'immigration.

Les principaux clivages de classe mis en lumière dans les années 1970 n'ont donc pas disparu, ils se sont déplacés, sous l'effet du changement socioprofessionnel et politique. L'opposition principale ne passe plus entre ouvriers et non ouvriers mais entre travailleurs indépendants et salariés, la résistance de la gauche chez les salariés moyens et supérieurs, surtout dans le secteur public, venant compenser son recul chez les ouvriers. La percée du FN vient brouiller les cartes, en attirant un électorat populaire qui ne se reconnaît plus ni dans la droite ni dans la gauche. Et le discours simplificateur du parti lepéniste, qui fait des immigrés la cause unique de tous les problèmes de la France, et de la « préférence

nationale » le remède miracle au chômage, a plus de résonance chez les personnes peu instruites.

Mais à aucun moment il n'y a d'« homologie » parfaite entre l'espace social et l'espace politique, qui serait donnée une fois pour toute par la structure de classe. Il y a d'abord une autonomie relative du champ politique, dont les acteurs ont des ressources inégales, des capacités différentes pour exploiter les opportunités qui s'offrent à eux, des stratégies contrastées. Si le potentiel électoral que représentent pour les droites extrêmes en Europe les ouvriers et plus largement les « perdants de la mondialisation » [Kriesi *et al.*, 2008] est manifeste, toutes ne parviennent pas à le faire fructifier, comme le montrent les cas allemands, britanniques ou wallons où ces droites ne décollent pas. Leur percée n'est pas inéluctable, elle peut être freinée par le mode de scrutin, le système partisan, la législation anti-extrémiste ou antiraciste, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, chaque élection intervient dans un contexte particulier, selon les candidats en présence, les problèmes du moment, les péripéties et des événements marquants de la campagne. La présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 se joue sur 200 000 voix, largement dues à la polarisation sur le thème de l'insécurité, alimentée par une accumulation de faits divers sanglants relayés par les médias.

Du côté des électeurs il n'y a pas davantage de déterminisme social. La condition de classe, au moment de voter, n'est qu'un élément du choix parmi d'autres. D'autres identités peuvent lui faire concurrence, liées au genre, à l'origine, à la génération d'appartenance ou à la religion. On sait que les Français d'origine maghrébine par exemple votent massivement à gauche, par solidarité de groupe, quels que soient par ailleurs leur profession, leur revenu ou leur diplôme [Brouard et Tiberj, 2005]. Et s'en tenir aux groupes socioprofessionnels et à leurs déplacements dans l'espace électoral est trop simple, il faut pour chaque scrutin et chaque type de vote vérifier, toutes choses égales par ailleurs, quelle est la variable décisive, sans oublier, parmi ces variables, l'effet du contexte local. Comme l'a montré Florent Gougou à propos des ouvriers, à partir d'une analyse par cantons, leur propension à voter pour la gauche, la droite ou l'extrême droite dépend aussi du type d'industrie et de la tradition politique du canton, et ce sont les ouvriers des terres de droite qui les premiers vont basculer du côté du FN [Gougou, 2007].

En revanche l'intuition de Pierre Bourdieu quant aux effets inversés du capital économique et culturel est plus que jamais d'actualité. Pour beaucoup d'auteurs [Houtman *et al.* 2008 ; Bornschier, 2010] la variable clé pour expliquer l'essor des nouvelles droites extrêmes en Europe n'est plus la classe, mais le niveau d'études. La « révolution éducative » des années 1960 constituerait un nouveau « moment critique », à l'instar

de la révolution nationale puis de la révolution industrielle hier, opposant des groupes à haut niveau d'instruction, plus ouverts aux valeurs universalistes et libertaires, aux groupes à bas niveau d'instruction, plus enclins à les rejeter. Certains auteurs estiment même que l'éducation aujourd'hui, comme la classe hier, serait génératrice d'identité et de conscience de groupe, ainsi que de conflits intergroupes [Stubager, 2009]. Au moment de voter, la dimension culturelle, sur l'axe autoritaire / libertaire, universaliste / communautariste, prendrait une importance accrue au détriment de la dimension économique (interventionnisme / libéralisme économique) qui structurerait hier l'opposition gauche / droite et les conflits de classe. Il faudrait, dans la perspective ouverte par Bourdieu, faire une analyse plus poussée du clivage culturel au sein des « dominés », qui fait pencher certains vers l'extrême droite, symétrique de celui qu'il analysait parmi les fractions dominées des classes dominantes, qui les inclinait à gauche⁵.

5. Pierre Bourdieu explique qu'il n'avait pas de données disponibles lui permettant de creuser ce clivage parmi les classes populaires [Bourdieu, 1979a, p. 129].